En Italie la covid19 n'empêche pas la lutte !

Le 15-11-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par le Parti de la démondialisation

Le 15 novembre 2020

Nous publions le communiqué de Marcia della liberazione, coalition d'organisations souverainistes italiennes opposées à l'Union européenne qui sont à l'origine de la marche du 10 octobre dénonçant la mauvaise gestion de la pandémie de Covid 19.
En Italie, comme en France les coupes budgétaires, imposées depuis une décennie par les politiques d'austérité de l'Union européenne, portent désormais leurs fruits toxiques, non seulement pour le secteur de la santé, mais aussi pour les écoles et les transports.

NON AU COUVRE-FEU !
NON AU CONFINEMENT !
DÉFENDONS LE TRAVAIL, LES REVENUS, L'ÉCOLE, LA LIBERTÉ !

Communiqué de presse du 5 novembre 2020

Avec le Décret du Président du conseil des ministres (DPCM) du 3 novembre, l'Italie tombe dans un nouveau confinement qui, en durée prévisible sera pire que le premier. Le gouvernement Conte, n'ayant pas le courage de le dire ouvertement, procède par décret chaque semaine, ajoutant ainsi un chaos réglementaire au terrorisme médiatique.
C'est un choix illégitime, irresponsable et criminel. Illégitime, car basé sur un «état d'urgence» que la Constitution ne prévoit en aucune manière, irresponsable car aidant peu à lutter contre l'épidémie, il ne sert en fait qu'à cacher les très graves carences du gouvernement et des régions*, criminel, car le pays s'enfonce toujours plus dans une crise sans issue.
texte
Il est illégitime d'imposer un couvre-feu, de restreindre la liberté de mouvement, d'interdire celle de se réunir et de manifester. Il était irresponsable de ne pas avoir pris les mesures sanitaires nécessaires, il suffit de penser à l'incapacité d'augmenter les places de soins intensifs promises et à la persistance des très graves pénuries de personnel. Les coupes budgétaires, imposées depuis une décennie par les politiques d'austérité de l'Union européenne, portent désormais leurs fruits toxiques, non seulement pour le secteur de la santé, mais aussi pour les écoles et les transports. Un tournant aurait été nécessaire ces derniers mois, mais il n'a pas eu lieu.
Il est criminel de fermer le pays, mettant ainsi à genoux des centaines de milliers d'entreprises, diminuant (et dans de nombreux cas en éliminant complètement) les revenus de millions de personnes, jetant ainsi une grande partie de la population dans la pauvreté. Il est criminel et indifférent au sort des nouvelles générations, que l'école soit détruite et d'imposer l'usage de masques aux élèves et aux étudiants déjà en distanciation physique. Il est criminel d'insister sur l'aberration qu'est le travail à distance provocant la destruction systématique de toutes les formes de sociabilité, l'interdiction du sport à l'exception (comme par hasard) de ce qui permet les affaires de ceux qui ont tout à y gagner.

Pour toutes ces raisons, la Marche de la Libération, qui rassemble des organisations et des associations attachés à la souveraineté constitutionnelle, ainsi que les réalités productives et du travail de notre pays, dit NON au couvre-feu et au nouveau confinement imposé par le gouvernement Conte.

C'est pourquoi nous demandons le retrait immédiat du dernier DPCM et la fin de l'état d'urgence. C'est pourquoi nous soutenons activement les protestations, les mobilisations, les manifestations qui durent depuis maintenant deux semaines. C'est aussi pourquoi nous lançons un appel à exercer toutes les formes possibles de désobéissance civile pacifique. Ne cédons pas à la nouvelle dictature !

Comité National de la Marche de la Libération
Communiqué de presse du 5 novembre 2020
Source: https://www.marciadellaliberazione.it/comunicato-stampa-5-novembre-2020/

* En Italie, les politiques de santé sont, en partie, du ressort des régions.

Comité National de la Marche de la Libération

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire